



**L'ÉDUCATION
POUR FAIRE
SOCIÉTÉ**

**Vendredi 26 et
samedi 27 octobre 2012**
Pavillon J.A. De Sève, UQAM - DS-R510
320, Sainte-Catherine Est

Journées 
de l'éducation

Organisées par le réseau *Profs contre la hausse*

L'ÉDUCATION POUR FAIRE SOCIÉTÉ

Au cours de la grève étudiante, deux conceptions du système d'éducation se sont affrontées. D'un côté, une conception néolibérale, qui voit dans l'éducation un bien privé, procurant des avantages symboliques et matériels aux individus qui poursuivent des études, foncièrement utilitaires puisque l'éducation permet de contribuer à la création de richesse par le biais de l'occupation d'un emploi, soit un «investissement» qui profite d'abord et avant tout à l'agent individuel. De l'autre, une conception citoyenne, qui voit dans l'éducation un service public, permettant de construire de la solidarité sociale et intergénérationnelle, bénéficiant à l'ensemble de la société et permettant de s'inscrire à la fois sur le marché du travail et dans l'activité citoyenne. On voit bien ce que les deux conceptions ont d'incompatible. C'est pourquoi nous voulons réfléchir à ce qui, dans l'éducation, permet de (re)faire société.

Vendredi 26 octobre à 19 h

Conférence d'ouverture :

Quel projet éducatif pour le Québec?

Martine Desjardins et Guy Rocher

Dans les années 1960, le Québec a su démocratiser l'éducation. Cinquante ans plus tard, comment le Québec a-t-il dévié de cette démocratisation? Pourquoi et comment y revenir?

Présidée par : Diane Lamoureux



Photo de Nicholas Dawson, collège Rosemont.

Samedi 27 octobre à 9 h

Table ronde animée par Lynda Champagne

L'éducation, un enjeu civilisationnel ou les dérives technicistes

Depuis les années 1990, l'économie du savoir et l'idéologie néolibérale ont inévitablement marqué le monde de l'éducation. Cette marque est perceptible par le changement des termes utilisés : les étudiants sont devenus des clients, les profs des ressources humaines, les cours des services, le savoir un produit, l'évaluation une méthode de contrôle de la qualité et une grève étudiante ... un boycott! L'éducation est désormais soumise aux diktats économiques de productivité, de rentabilité et d'efficacité. À titre d'exemples, le projet éducatif d'une institution se noie dans un plan stratégique avec des objectifs à atteindre en cinq ans. Des savoirs utilitaires et pointus grugent la place accordée à une culture humaniste et générale. Les connaissances sont valorisées au plan marchand par l'octroi de droits de propriété sur des savoirs. La recherche fondamentale se réduit comme une peau de chagrin au profit d'une recherche soumise au rapport coûts et bénéfices. La carte des programmes d'études se transforme en fonction des besoins du marché du travail. Bref, les institutions collégiales et universitaires, devenant des entreprises à gérer, peuvent-elles encore être des lieux autonomes et libres de production et de transmission des connaissances?



Quatre interventions :

- 1. Isabelle Bouchard**, professeure de philosophie au cégep de Jonquière et membre du comité école et société de la FNEEQ.
Les dangers d'assujettissement de programmes techniques au marché du travail.
- 2. Gilles Gagné**, professeur titulaire, département de sociologie, Université Laval. **Du professionnalisme à l'exécution surveillée.**
- 3. Marianne Kempeneers**, professeure titulaire, département de sociologie, Université de Montréal. **Carrière professorale et mission universitaire, les contradictions.**
- 4. Hervé Philippe**, professeur titulaire, Chaire de Recherche du Canada en Bioinformatique et Génomique Évolutive, Département de Biochimie – Université de Montréal.
La recherche scientifique : pour quoi, pour qui et comment?

Samedi 27 octobre à 10 h 15

Travail en ateliers : Voir feuillet descriptif des ateliers

Samedi 27 octobre à 13 h 30

Table ronde animée par Isabelle Baez

Une éducation non marchande est possible ou comment sortir des dérives économicistes ?

Une vision économiciste, néolibérale, marchande de l'éducation par des logiques gestionnaire, managériale et de rentabilité individuelle a remplacé, depuis plus d'un quart de siècle, une vision humaniste et publique de l'éducation. À partir d'une réflexion sur l'accessibilité, la gestion des fonds publics en général et de l'éducation en particulier ainsi que sur la privatisation de l'éducation à tous les niveaux (du primaire à l'université, de l'enseignement et de la recherche) comment peut-on envisager une éducation non marchande? Comme le mentionne Gilles Gagné, peut-on faire durer l'idée de «transformer un peu chaque jour l'inégalité face au savoir en égalité dans le savoir»? Ce débat ne peut se faire sans évoquer les questions de répartition des richesses, de la gratuité scolaire et d'endettement étudiant versus le financement public.



Quatre interventions :

- 1. Gabriel Nadeau-Dubois**, ex-co-porte-parole de la CLASSE, Les frais de scolarité et la dynamique de privatisation des universités.
- 2. Julia Posca** de l'IRIS. La CREPUQ face à la communauté universitaire : le désaveu des recteurs.
- 3. Thérèse St-Gelais**, département d'histoire de l'art, UQAM. Recherche, création et marchandisation.
- 4. Claude Vaillancourt**, professeur de littérature au Collège André-Grasset, écrivain, membre du comité école et société de la FNEEQ et président de ATTAC-Québec. Éducation : quelques grands projets de marchandisation et les moyens de les combattre.

Samedi 27 octobre à 14 h 30

Travail en ateliers : Voir feuillet descriptif des ateliers

Samedi 27 octobre à 16 h 30

Plénière -

Synthèse des ateliers animée par **Rafaëlle Sinave**
et **Yasmine Charara**

Samedi 27 octobre à 18 h

Apéro

Journées 
de l'éducation